

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-33 du 8 octobre 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Jamieson Greer lance la consultation publique préalable au réexamen de l'USMCA
2. Le Département du Commerce limite les importations de polysilicium

Climat – énergie – environnement

3. La Maison-Blanche facilite temporairement l'usage du diesel détaxé pour les agriculteurs et les transporteurs routiers
4. L'Agence de Protection de l'Environnement conteste les normes de qualité de l'air sur les particules fines de 2024, mais poursuit la procédure de classement

Transport et infrastructure

5. Le Service économique régional participe au Forum de l'APTA « Transform & Expo » sur les transports publics à Chicago du 4 au 7 octobre

Industrie

6. Le Service économique régional se rend à Chicago pour le kick off économique de la French American Chamber of Commerce les 1^{er} et 2 octobre

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Les subventions agricoles pour les cultures, rehaussées au 1^{er} octobre
8. L'USDA accroît ses investissements en faveur de l'agriculture régénérative

Numérique et innovation

9. Lancement par le SER d'une mission « data center » de la FACC du Texas au DMV

Santé

10. La fédération PhRMA attaque en justice le modèle GLOBE de fixation des prix Medicare par référence au prix « MFN »
11. L'API Innovation Center publie le premier indice national de fragilité des chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques américaines

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Jamieson Greer lance la consultation publique préalable au réexamen de l'USMCA

Lundi 5 octobre, J. Greer a [lancé](#) la consultation publique préparatoire au réexamen conjoint de l'USMCA prévu en 2027, par un [avis](#) publié au registre fédéral. Faute de renouvellement de l'accord lors du réexamen de juillet, les parties doivent le réexaminer chaque année pendant dix ans. Les [commentaires](#), attendus jusqu'à mi-janvier, peuvent porter sur la mise en œuvre de l'accord, le respect des engagements, le climat d'investissement en Amérique du Nord et la coopération face aux politiques non marchandes de pays tiers.

2. Le Département du Commerce limite les importations de polysilicium

Le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du Département du Commerce [prévoit](#) de limiter les importations de polysilicium avant l'entrée en vigueur des droits de douane 232 le 4 décembre. Pour prévenir les comportements de *frontloading*, un règlement provisoire doit interdire les importations dont les volumes dépassent les moyennes historiques des opérateurs ; les entreprises sans historique de référence seront soumises à des plafonds hebdomadaires.

Climat – énergie – environnement

3. La Maison Blanche facilite temporairement l'usage du diesel détaxé pour les agriculteurs et les transporteurs routiers

La Maison Blanche a [annoncé](#) le 5 octobre la signature d'un décret présidentiel, visant à réduire temporairement le coût du diesel pour les agriculteurs et les transporteurs routiers. Le texte prévoit de faciliter, jusqu'au 31 décembre 2026, l'utilisation du « dyed diesel », un diesel teint en rouge réservé aux usages non routiers, notamment l'agriculture et la construction. Ce carburant bénéficie habituellement d'un régime fiscal spécifique et son utilisation sur route peut entraîner l'application de la taxe fédérale ainsi que des pénalités. Le décret demande au Département du Trésor et à l'Internal Revenue Service (IRS) de mettre en place un dispositif permettant, après vérification par le Secrétaire au Trésor que les conditions prévues par la loi sont réunies, de reporter le paiement de cette taxe. Il demande également à l'IRS de ne pas appliquer

pendant cette période les pénalités prévues. La [Fact Sheet](#) accompagnant la mesure précise que la Maison Blanche attribue la hausse des prix du diesel et les tensions sur l'approvisionnement mondial à la guerre entre la Russie et l'Ukraine ainsi qu'au manque de capacités de raffinage dans le monde. Elle présente cette décision comme une nouvelle mesure destinée à réduire les coûts supportés par les agriculteurs et les transporteurs routiers et rappelle les autres mesures déployées par le président D. Trump, dont la conclusion avec l'Europe d'un accord prévoyant « la mise sur le marché de 100 millions de barils de diesel raffiné provenant de ses réserves stratégiques au cours des quatre prochains mois ». Le décret présidentiel demande également au directeur du Bureau des affaires intergouvernementales de la Maison-Blanche d'inciter les États fédérés à adopter des mesures allant dans le même sens. La Maison Blanche estime que le report de cette taxe représente environ 60 dollars d'économie sur un plein de 250 gallons et que les économies pourraient atteindre ou dépasser 100 dollars par plein si les États fédérés prennent eux aussi des mesures similaires. Le décret ne prévoit toutefois pas, à ce stade, une suppression définitive de la taxe fédérale. Il charge le secrétaire au Trésor d'examiner les moyens, notamment par voie législative, de supprimer ultérieurement l'obligation de payer les montants dont le paiement aura été reporté.

4. L'Agence de Protection de l'Environnement conteste les normes de qualité de l'air sur les particules fines de 2024, mais poursuit la procédure de classement

L'Agence de Protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) le 2 octobre avoir notifié l'ensemble des États et territoires américains de son approche envisagée pour le classement des zones au regard des normes nationales de qualité de l'air ambiant (National Ambient Air Quality Standards - NAAQS) révisées en 2024 sous l'administration Biden pour les particules fines (PM_{2.5}). L'EPA conteste ces normes, qu'elle considère comme illégales et trop strictes, mais indique poursuivre le processus afin de respecter une décision de justice lui imposant de finaliser le classement d'ici au 6 février 2027. Les zones devront être classées comme respectant la norme (*attainment*), ne la respectant pas (*nonattainment*) ou ne pouvant être classées faute d'informations suffisantes (*unclassifiable*). Les États, territoires et tribus disposent de 30 jours pour transmettre des informations supplémentaires et une consultation publique de 30 jours est ouverte. L'EPA indique qu'elle estime que le calendrier fixé par le tribunal est trop court, notamment en raison des importants incendies de forêt, de questions concernant la précision des dispositifs de mesure et de la nécessité d'analyser de nouvelles

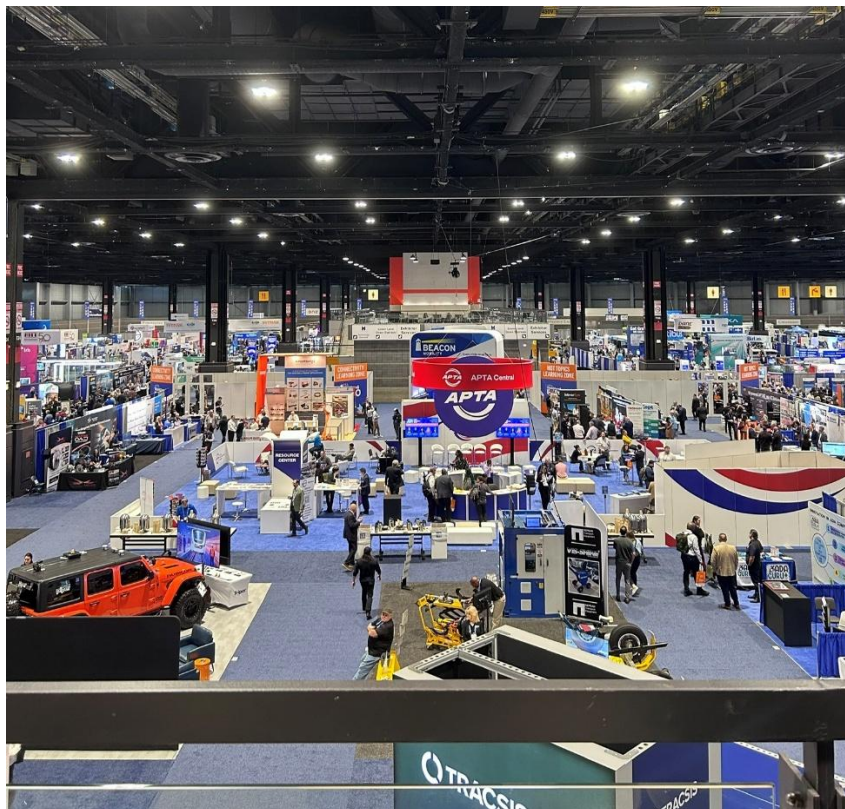
données. Elle a fait appel de la décision le 2 septembre, tout en indiquant qu'elle entend respecter l'échéance actuelle dans l'attente d'une éventuelle nouvelle décision judiciaire. L'EPA rappelle également qu'elle avait conclu en 2020 que la précédente norme PM_{2.5}, adoptée en 2012, protégeait suffisamment la santé publique. Elle estime que sa révision en 2024 n'a pas respecté les exigences du Clean Air Act et indique que le gouvernement fédéral a demandé le 2 octobre à la Cour suprême d'examiner la validité de cette nouvelle norme.

Brèves

- Le Département de l'Énergie a [annoncé](#) le 5 octobre un investissement de 4.2Mds\$ dans la modernisation de la production d'énergie nucléaire en Pennsylvanie et en Ohio. L'entreprise Vistra a été sélectionnée pour recevoir ce prêt qui servirait à préserver 4GW de puissance nucléaire, et ajouter 433MW de production. Le secrétaire de l'énergie affirme que le projet améliorerait la fiabilité du réseau tout en diminuant les coûts énergétiques.
- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 2 octobre une analyse de la production de gaz américain en juillet. Celle-ci a atteint le record absolu de 137 Bcf/j (milliards de pieds cubes par jour). L'EIA explique cette augmentation par la mise en production de nouveaux puits au Texas et au Nouveau-Mexique, soutenus par des infrastructures de transport grandissantes.
- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 5 octobre une analyse des prix du pétrole et des marges des raffineries au troisième trimestre de 2026. Le prix à terme du Brent est passé de 72 dollars le baril début juillet à un pic de 109 dollars le 15 septembre. Les marges des raffineries, quant à elles, sont également restées élevées, celle de l'essence ayant doublé sur un an et celle du kérosène et du diesel ayant triplé. Selon l'EIA, cette hausse s'explique notamment par les perturbations de l'offre liées au conflit au Moyen-Orient et par les perturbations des activités de raffinage en Russie, en Chine et au Moyen-Orient.

Transport et infrastructure

5. Le Service économique régional participe au Forum de l'APTA « Transform & Expo » sur les transports publics à Chicago du 4 au 7 octobre



L'American Public Transportation Association (APTA) a organisé du 4 au 7 octobre à Chicago son congrès annuel [TRANSform & EXPO](#), réunissant les principaux acteurs américains du transport public, institutionnels comme privés, autour des enjeux de financement, de sécurité et de modernisation des réseaux. Lors de l'ouverture, le président de l'APTA, Paul P. Skoutelas, a souligné les retombées économiques de l'investissement dans les transports collectifs, estimant qu'1 \$ investi génère 5 \$ pour l'économie, et a appelé à l'adoption de la prochaine Surface Transportation Bill dans un contexte de besoins d'investissement jugés importants. Le maire de Chicago, Brandon Johnson, a mis en avant les 11 Md\$ investis dans le réseau de transport collectif à Chicago, dont l'extension de la ligne de métro Red Line, et la nécessité de renforcer l'accessibilité et le caractère inclusif des transports publics. La *Northern Illinois Transportation Authority* (RTA), représentée par Leanne Redden, a souligné les tensions financières auxquelles font face les réseaux de la région et les enjeux de financement de leur exploitation. Les échanges lors de cette conférence ont porté sur les enjeux, défis et solutions associés aux grands projets d'infrastructures, à leur financement, à la sécurité des transports, ainsi que sur le

déploiement des nouvelles technologies et des véhicules autonomes. Pour la délégation française, représentée par le SER de Washington et la Consule générale de France à Chicago, le salon a également été l'occasion d'échanger avec les entreprises françaises présentes parmi lesquelles Alstom, Transdev, RATP Dev, Keolis, etc.

Industrie

6. Le Service économique régional se rend à Chicago pour le kick off économique de la French American Chamber of Commerce les 1^{er} et 2 octobre



Le Service économique régional de Washington s'est rendu à Chicago les 1^{er} et 2 octobre pour intervenir lors de la conférence économique de rentrée organisée par la French American Chamber of Commerce de Chicago, qui réunissait des représentants institutionnels français et des acteurs du business français et américains. Le panel a vu l'intervention de Joe Brusuelas -économiste en chef du cabinet RSM-, Yves-Marie Brillant – président Etats-Unis et *chief operating officer* du groupe agroalimentaire américain Martin Brower-, et Camille Leboeuf -cheffe du pôle Entreprises et Innovation du SER. Dynamique et interactive, la séquence a été l'occasion de combiner les perspectives institutionnelles et opérationnelles sur les enjeux de la relation économique bilatérale entre la France et les Etats-Unis autour de cinq points majeurs et leurs conséquences sur les activités des entreprises : la politique commerciale américaine, le coût de l'énergie, les grands conflits mondiaux, l'augmentation des catastrophes naturelles et les impacts de l'IA sur la main-d'œuvre. La discussion a notamment pointé les disruptions créées par ces dynamiques dans les chaînes de valeur et d'approvisionnement des entreprises, ainsi que les mécanismes qu'elles mettent en place pour s'adapter à la nouvelle donne. Ce déplacement incluait également,

en marge, des rencontres avec des entreprises, notamment le français Schneider Electric et l'américain Ecolab.

Brèves

- Le 5 octobre, Schneider Electric a [annoncé](#) le rachat de l'éditeur américain PTC pour 22,6 Md\$, la plus grosse acquisition de son histoire. L'offre, de 205 \$ par action en numéraire, représente une prime de 42 % et valorise PTC à 23,7 Md\$ dette comprise. Le groupe français la finance par 5 à 6 Md€ d'actions nouvelles et 16 à 17 Md€ de dette, et vise 250 M€ d'économies annuelles d'ici trois ans. La finalisation est attendue au plus tard au troisième trimestre 2027, sous réserve de l'accord des actionnaires de PTC et des régulateurs. L'enjeu est de doter Schneider de logiciels d'ingénierie pour déployer l'IA chez ses clients industriels et profiter de l'essor des data centers. Les marchés sont partagés : le titre Schneider a perdu près de 10 % à l'ouverture à Paris, tandis que celui de PTC bondissait d'environ 34 %.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 6 octobre, Paramount a [annoncé](#) la finalisation du rachat de Warner Bros. Discovery pour environ 110 Md\$, créant ainsi l'un des plus grands groupes de médias au monde - Skydance. Le nouvel ensemble réunit deux des cinq grands studios d'Hollywood, les chaînes CBS et TNT et les plateformes Paramount+ et HBO Max. David Ellison le dirige avec Ynon Kreiz, ancien patron de Mattel, comme co-directeur général. Le groupe vise plus de 6 Md\$ d'économies par an d'ici trois ans, surtout en regroupant ses systèmes techniques. Il hérite d'une dette proche de 80 Md\$, qu'il veut ramener à trois fois son résultat annuel d'ici fin 2029. L'enjeu est de savoir si ce désendettement se fera sans suppressions d'emplois massives, que le syndicat des scénaristes (WGA) et douze États américains redoutaient en s'opposant à l'opération.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Les subventions agricoles pour les cultures, rehaussées au 1^{er} octobre

Les présidents des commissions agricoles du Sénat – John BOOZMAN (républicain - Arkansas) – et de la Chambre des représentants – Glen "G.T." THOMPSON (républicain - Pennsylvanie) – ont [déclaré](#) jeudi 1^{er} octobre, 1^{er} jour du nouvel exercice fiscal, que les subventions accordées aux agriculteurs s'élèveraient à 13,8 Md USD pour le mois d'octobre, au titre du *One Big Beautiful Bill Act*. L'enveloppe, qui sera distribuée *via* les systèmes de protection *Agriculture Risk Coverage* (ARC) et *Price Loss Coverage* (PLC) - principaux programmes fédéraux de soutien aux producteurs agricoles (hors secteur animal) contre la volatilité des marchés -, représente plus du double de ce que les agriculteurs recevaient avant l'adoption de l'OBBBA, en juillet 2025. Ces fonds constituent une distribution unique pour la récolte de 2025. Ils viennent en renfort du filet de sécurité annuel pour les cultures dites "de base" (maïs, soja, blé et riz), filet jusqu'à présent en deçà de ce que représentaient, ces dernières années, les coûts de production. Accompagnée d'une révision à la hausse des prix de référence, la nouvelle enveloppe permet ainsi le versement d'indemnités davantage en phase avec le réel manque à gagner des agriculteurs, lorsque les prix du marché ou les recettes des récoltes sont en deçà desdits prix de référence.

8. L'USDA accroît ses investissements en faveur de l'agriculture régénérative

L'*U.S. Department of Agriculture* a [annoncé](#) une augmentation de l'enveloppe finançant le programme pilote d'agriculture régénérative, passant ainsi de 700 MUSD à 1 Md USD. Selon les indications de la secrétaire à l'agriculture, Brooke ROLLINS, l'accroissement du fonds vient répondre à l'enthousiasme "immense" des agriculteurs américains à adopter ce mode de pratique agricole, très minoritaire au sein de l'agriculture américaine mais néanmoins en phase d'expansion. L'agriculture régénérative intègre des systèmes de conservation améliorant la santé des sols, la qualité de l'eau et la résilience de la production agricole à plus long terme. L'initiative marque l'engagement de l'USDA à pleinement s'intégrer dans l'agenda MAHA ("*Make America Healthy Again*"), en tentant de construire un système alimentaire plus sain et plus durable. Lors du dernier exercice (2026), le [Natural Resources](#)

[Conservation Service](#) (NRCS/USDA), chargé de distribuer les aides, avait signé 5 100 contrats, pour un montant total de 851 M USD. A la différence des précédents programmes d'appui en faveur de l'agriculture régénérative, celui qui s'ouvre en 2027 propose une plus grande flexibilité quant à la manière dont les résultats sont mesurés et atteints.

Brèves

- La FDA [s'engage](#) à prendre une série d'actions à la suite de la très étendue toxi-infection alimentaire collective (TIAC), liée à un parasite monocellulaire, le *cyclospora*, présent l'été dernier sur des laitues *Iceberg* produites au et importées du Mexique. L'agence prévoit principalement d'accroître, à la saison de production de 2027, la surveillance, la sensibilisation et la recherche de solutions innovantes pour limiter la contamination de produits frais par le parasite. La FDA cherchera en outre à renforcer la surveillance d'autres denrées alimentaires historiquement associées à *cyclospora*. Enfin, elle réactualisera le [Plan d'action pour la prévention, la lutte et la recherche sur cyclospora](#).

Numérique et innovation

9. Lancement par le SER d'une mission « data center » de la FACC du Texas au DMV



Le Service Economique Régional (SER) a accompagné cette semaine une mission « data center » emmenée par Constance Bost, directrice générale de la FACC du Texas, destinée à présenter à une délégation d'entreprises et d'institutionnels français l'écosystème data center du « DMV » (Washington, Virginie, Maryland). La mission a été introduite par une prise de parole de Benoît Catzaras suivie d'une discussion ce lundi 5 octobre.

Brèves

- Le 4 octobre, le président Donald Trump a [annoncé](#) la création d'une « Super Intelligence Force », dont le but est de garantir que « l'Amérique continue de dominer le monde » dans ce domaine, tout en « protégeant les intérêts » du public américain. Elle est chargée de coordonner l'action du gouvernement fédéral en matière d'IA et de l'articuler avec la société civile et divers groupes, parmi lesquels sont citées l'industrie, mais aussi les associations de consommateurs et les organisations religieuses. Elle prolonge les engagements volontaires pris la semaine précédente par les principaux laboratoires d'IA du pays, qui ont accepté une série de mesures destinées à mieux maîtriser les risques liés à leurs modèles les plus avancés (voir [Brèves sectorielles du 2 octobre 2026](#)). La nouvelle structure sera dirigée par le directeur du renseignement national, Jay Clayton - à la tête de l'ensemble des agences de renseignement américaines - assisté d'Andrew Ferguson, président de la Federal Trade Commission (l'agence chargée de la protection des consommateurs), d'Emil Michael, sous-secrétaire à la Guerre chargé de la recherche et de l'ingénierie, et de Scott Kapor, directeur de l'agence fédérale de gestion du personnel (Office of Personnel Management).

Santé

10. La fédération PhRMA attaque en justice le modèle GLOBE de fixation des prix Medicare par référence au prix « MFN »

Le 7 octobre, la principale association du secteur pharmaceutique innovant des Etats-Unis, PhRMA, a [annoncé](#) avoir déposé une plainte devant le tribunal fédéral du District de Columbia pour contester la légalité du modèle de paiement *Global Benchmark for Efficient Drug Pricing* (GLOBE). Finalisé le 2 octobre dernier par les Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) du Département de la Santé (HHS), ce modèle contraint les laboratoires à verser une remise lorsque le prix d'un médicament administré par un professionnel de

santé et couvert par l'assurance santé publique pour personnes âgées, Medicare, dépasse le prix pratiqué dans certains pays étrangers de référence.

Dans sa plainte, l'association soutient que GLOBE excède l'autorité limitée conférée par le Congrès à CMS pour expérimenter des modèles de réduction des coûts de santé, invoquant notamment la doctrine des *major questions* (principe jurisprudentiel de la Cour suprême selon lequel les agences fédérales ne peuvent agir que sur la base d'une autorisation explicite du Congrès lorsque leurs décisions ont une importance économique et politique majeure). PhRMA argue également que GLOBE viole la clause de présentation constitutionnelle, qui impose que toute législation soit adoptée par le Congrès, et la doctrine de non-délégation, qui interdit au Congrès de transférer ses pouvoirs législatifs à des agences exécutives : le modèle « réécrirait et remplacerait effectivement le statut Medicare à plusieurs égards » en substituant une formule de calcul des remises conçue par CMS à celle prévue par la loi.

Cette action en justice fait écho à un précédent intervenu lors du premier mandat du Président Trump. En 2020, son administration avait imposé par voie réglementaire un mécanisme similaire de prix MFN (*Most Favored Nation*) pour Medicare, avant qu'un tribunal fédéral du Maryland ne le suspende quelques semaines plus tard. Le mécanisme avait ensuite été retiré en décembre 2021 sous l'administration Biden.

11. L'API Innovation Center publie le premier indice national de fragilité des chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques américaines

Le 6 octobre, l'organisation à but non lucratif API Innovation Center (APIIC) a lancé le National Fragility Index (NFI), premier outil de mesure de la fragilité structurelle des chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques américaines. L'analyse initiale, qui couvre plus de 400 médicaments dans 131 catégories thérapeutiques, attribue à chaque médicament un score de fragilité en quatre niveaux (Faible, Modéré, Élevé, Sévère) fondé sur des critères incluant la concentration géographique des fournisseurs, la conformité réglementaire, la stabilité financière et l'impact clinique. La méthodologie est illustrée par deux cas emblématiques : le pantoprazole, avec 34 millions d'ordonnances annuelles et aucune source américaine de principe actif, noté Sévère ; et le métoprolol, le bêtabloquant le plus prescrit aux États-Unis avec 58 millions d'ordonnances, noté Élevé après deux ruptures d'approvisionnement ayant duré en moyenne près de cinq ans. Au total, l'indice révèle que plus de 550 millions d'ordonnances ont été délivrées en 2023 pour

des médicaments présentant une fragilité élevée ou sévère, soit environ un médicament analysé sur cinq. En outre, selon l'APIIC, près de six médicaments sur dix auraient connu au moins une rupture d'approvisionnement, d'une durée médiane supérieure à deux ans. L'indice souligne par ailleurs qu'au moins 11 des principes actifs figurant sur la liste des 86 médicaments essentiels réalisée par le Département de la Santé (HHS) disposent d'un fabricant américain, mais qu'aucun n'approvisionne actuellement les producteurs américains de médicaments.

Brèves

- Le 6 octobre, l'entreprise de dispositifs médicaux américaine BD a [annoncé](#) un partenariat avec le gouvernement américain portant sur 19 Md\$ d'engagement d'investissements aux États-Unis sur plusieurs années, dont 3 Md\$ dédiés à l'expansion de ses capacités de fabrication domestiques. L'accord prévoit notamment une augmentation de la production domestique d'environ 5 Md\$ de consommables médicaux essentiels par an, portant la part de BD fournie domestiquement à environ 80 %, ainsi que la fabrication sur sol américain de 100 % des aiguilles BD utilisées aux États-Unis à partir d'acier américain. En contrepartie, BD bénéficiera d'une exemption de futurs droits de douane de Section 232 sur ses produits et intrants couverts, sous réserve de l'atteinte de jalons convenus. Les taux définitifs de ces droits de Section 232 n'étant pas encore arrêtés, BD n'en quantifie pas l'impact financier.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)